

Il nous faut, je crois, considérer les inquiétudes que suscite notre approvisionnement futur en énergie. Depuis peu, nous importons, au total, plus de pétrole brut que nous n'en exportons. Nous devenons donc de plus en plus tributaires du pétrole importé pour répondre à nos besoins énergétiques futurs. Cela est attribuable non seulement à une demande accrue, mais aussi aux réserves moindres et à la difficulté de transporter le pétrole brut de l'Ouest. A court terme, nous pouvons compter sur le pétrole importé, mais rien ne nous permet de croire qu'il en sera de même pendant encore longtemps.

Pour assurer la sécurité nationale et être moins vulnérables aux systèmes de prix établis à l'étranger, nous nous sommes fixés comme objectif d'ici à 1985 de réduire le total de nos importations de pétrole brut au tiers de notre consommation totale. Nous n'atteindrons pas cet objectif avant quelques années, mais si nous ne pratiquons pas davantage l'économie et si nous n'exploitons pas nos propres ressources pétrolières, pétrole, gaz naturel, et autres combustibles, nos importations dépasseront l'objectif fixé.

Je ne veux pas dire par là que le gaz du delta constitue notre seule source ou la seule solution à nos problèmes d'approvisionnement, mais nous devons voir loin et nous demander si nous pouvons nous offrir le luxe de laisser passer cette occasion qui nous permettrait d'acheminer le gaz vers les marchés intérieurs dans un délai connu. Bien des Canadiens ne se préoccupent peut-être pas de la balance des paiements ni de notre sujétion croissante du fait que nous sommes de plus en plus obligés de nous approvisionner à l'étranger. D'après les prévisions, le montant de nos achats annuels de pétrole étranger est de l'ordre de 4 à 5 milliards de dollars. Tous les Canadiens devraient pouvoir comprendre que l'on n'a pas le choix lorsqu'on ne peut plus compter sur les gisements pétroliers étrangers, et cela est vrai aussi bien pour les autres que pour nous.

Il ne s'agit pas ici d'une solution, je l'admets, mais seulement d'un moyen efficace et constructif d'envisager le problème, qui permet de le ramener à de plus justes proportions. Nous pouvons très bien réduire la progression de notre consommation d'énergie à 2 p. 100, ce qui représente un niveau individuel de croissance pratiquement nul; nous avons exposé cette possibilité l'année dernière dans le document intitulé «Une stratégie de l'énergie pour le Canada». J'en ai parlé à maintes reprises depuis et j'ai été particulièrement heureux de constater que les États-Unis poursuivaient le même but dans leur programme énergétique.

De plus en plus, nous serons obligés de constituer nos propres réserves, de trouver nous-mêmes des produits de remplacement pour les raisons que j'ai mentionnées et pour celles que le président Carter a données au peuple américain il n'y a pas très longtemps lorsqu'il a exposé les faits dans leur brutale réalité et qu'il a parlé de l'avenir énergétique des États-Unis. Le temps presse: il faut mettre de l'ordre dans nos propres affaires. Si nous devons retarder, pour une période de dix ans par exemple, des projets et des plans qui nous permettraient de trouver pour l'avenir des réserves énergétiques pour le Canada,

Pipe-line de la vallée du Mackenzie

nous pourrions rater une excellente occasion. Si nous ne sommes pas prêts à faire face résolument à la situation, à examiner les conséquences désastreuses que pourrait avoir une pénurie d'énergie dans dix ans, laquelle se traduirait par davantage de chômage et une inflation accrue, alors on peut dire que nous aurons failli à notre tâche. Pour cette raison, il importe que nous attendions les opinions et le jugement de l'Office national de l'énergie avant d'en arriver à une conclusion sur cet aspect de nos besoins énergétiques.

● (1540)

Ce pourrait être par d'autres sources d'énergie, tels que les sables bitumineux de l'Athabasca, les dépôts ou autres huiles lourdes de Cold Lake, le gaz naturel des Îles Arctiques, l'intermittable énergie solaire et la gazification du charbon que nous pourrions compenser les pénuries prévues au niveau du pétrole et du gaz. Je laisse de côté pour le moment nos besoins en énergie électrique. Il est vrai que nous avons ces options, mais pour autant que je sache, aucune pour le moment n'est d'un coût inférieur au gaz naturel du delta. De plus, chacune de ces options comporte sa propre série de problèmes délicats à résoudre, qu'ils soient économiques, sociaux ou écologiques.

M. Stanfield: De quel côté êtes-vous, Alastair?

M. Gillespie: S'il y avait des délais dans l'acheminement du gaz naturel provenant du Nord, cela reviendrait à renoncer à l'une de nos options. On n'est pas certain que notre autre grande option, l'exploitation des sables bitumineux et de l'huile lourde, puisse se concrétiser assez rapidement pour pallier aux pénuries qui autrement se produiraient au Canada. Il y a à peine 2 jours, M. Getty, ministre de l'Énergie de l'Alberta, l'a expliqué fort clairement. Nous devons mettre à profit le temps qui nous reste d'ici cet été pour évaluer les différents points que souligne le rapport Berger, comme le nombre d'emplois dans le domaine du piégeage, de la chasse et de la pêche que l'on peut espérer préserver pour les habitants de cette région. Nous devons également nous poser certaines questions; qu'advient-il des jeunes gens qui terminent leurs études? Seront-ils tous intéressés à devenir des chasseurs et des trappeurs? Combien d'entre eux pourront y trouver leurs moyens de subsistance? N'y en aura-t-il pas certains qui préféreront la nouveauté et la diversité des possibilités qu'offre l'économie de la société industrielle?

M. Hnatyshyn: Ce seront probablement les prochains ministres de l'Énergie, des Mines et des Ressources.

M. Clark: Parlez-nous du buffalo.

M. Gillespie: Monsieur l'Orateur, je dis que nous devons prendre le temps de réfléchir au rapport du juge Berger. Quatre jours ne sont pas assez. Je crois que le juge Berger voudrait que nous comprenions parfaitement ce qu'il dit, que nous sachions ce que nous acceptons si nous adoptons ses recommandations et son attitude et que nous soyons, en fait, prêts à appuyer pleinement la mise en œuvre de ses idées et suggestions pour le Nord...